

<https://ujfp.org/spip.php?article4147>



DEUX MINISTRES ISRAELIENS DONT LES PROPOS SONT DES INCITATIONS CLAIRES AU GENOCIDE

- Pour comprendre - Analyses, opinions & débats -

Date de mise en ligne : dimanche 10 mai 2015

Copyright © UJFP - Tous droits réservés

Le ministre israélien de la Défense Moshe Yaalon et le ministre de la Justice Ayelet Sheked ont tenu des propos incitant au génocide :

Le ministre israélien de la Défense promet de tuer plus de civils et menace d'utiliser l'arme nucléaire sur l'Iran

Asa Winstanley - mercredi 6 mai 2015



Moshe Yaalon en train de parler à la conférence de Shurat HaDin en 2015

Le ministre israélien de la Défense Moshe Yaalon a dit mardi qu'Israël attaquerait tous les quartiers civils dans n'importe quelle future agression sur Gaza ou sur le Liban.

Prenant la parole dans une conférence à Jérusalem, Yaalon a menacé : « Nous allons faire du mal aux civils libanais, y compris aux gamins. Nous avons eu un débat très long et sérieux... nous l'avons fait alors, nous l'avons fait dans la Bande de Gaza, nous allons le faire dans n'importe quel cycle d'hostilités à l'avenir. » Le responsable israélien a paru également menacer de lancer une bombe nucléaire sur l'Iran, bien qu'il ait dit « nous n'en sommes pas encore là ».

Répondant à une question sur l'Iran, Yaalon a dit que « dans certains cas », lorsque « nous avons l'impression que des opérations chirurgicales ne sont pas la solution », Israël pourrait prendre certaines dispositions, comme les Américains l'ont fait « à Nagasaki et Hiroshima, causant finalement la mort de 200.000 personnes ».

Parlant d'une rencontre en juillet 2013 avec le Secrétaire Général de l'ONU Ban Ki-moon, Yaalon rappela qu'il avait promis qu'Israël bombarderait la totalité de Shujaiya, faubourg de la ville de Gaza. Il a montré à Ban des photos de villages du Liban et de « certains quartiers de Gaza, dont le célèbre Shujaiya, couvert de nombreux points rouges »

dont il déclara qu'ils étaient « des places terroristes dans ce quartier densément urbanisé. Et j'ai dit -en juillet 2013- nous allons les frapper. »

Yaalon a été fidèle à sa parole. Le massacre de Sujaiya a été l'un des exemples les plus brutaux des crimes de guerre israéliens durant l'attaque de l'été dernier sur la Bande de Gaza.

Selon le groupe de surveillance de l'ONU OCHA, Israël a tué 2.257 Palestiniens pendant cet assaut de 51 jours. Dans ce nombre, OCHA dit que 70 pour cent étaient des civils, dont 563 enfants (Défense des Enfants International-Palestine a recensé la mort de 547 enfants). Le 20 juillet 2014, l'attaque sur Shujaiya fut le jour le plus sanglant de la guerre, lorsque Israël a bombardé la totalité du quartier sans discrimination. Les premiers rapports sur cette journée disaient qu'on avait retiré 60 cadavres des décombres. Les derniers rapports évoquaient un décompte de 90 à 120 morts.

Menace de BDS

La conférence était intitulée « Vers ne nouvelle loi de la guerre » et projetait d'aider Israël à utiliser le cadre de la loi pour se défendre de ses crimes dans les tribunaux à travers le monde.

L'autre thème principal du discours de Yaalon, qui a clos la conférence, fut le « défi » de BDS, boycott, désinvestissement et sanctions. Le mouvement mondial conduit par les Palestiniens vise à tenir Israël pour responsable de ses crimes.

Yaalon a cherché à présenter ce mouvement militant populaire comme une sorte de front militaire. Il a dit que « la délégitimisation, BDS et le cadre de la loi » n'étaient qu'un « autre outil » dans la guerre des ennemis d'Israël.

Il s'est plaint de ne pas avoir pu rendre visite aux pays européens à cause de la possibilité qu'on l'arrête pour de supposés crimes de guerre selon la compétence juridique universelle. « Je préfère ne pas aller au Royaume Uni, à Londres pendant 10 ans, ou en Espagne pendant quelques temps. »

« Dommages collatéraux »

En 2011, sous pression israélienne, le gouvernement britannique a changé sa législation pour faciliter la venue dans le pays d'Israéliens soupçonnés de crimes de guerre. Bien que ces modifications aient fait que plusieurs Israéliens, politiques de haut niveau et officiers de l'armée, aient pu depuis y venir en 2013, le général de brigade à la retraite Doron Almog a annulé sa visite Londres à cause d'un mandat d'arrêt pour crimes de guerre commis dans la Bande de Gaza.

Yaalon se désola que l'on doive apprendre maintenant aux soldats israéliens que « nous devrions être prêts à renoncer à venir à Londres... mais ce n'est pas loyal, ce n'est pas juste ».

Mais, se référant apparemment aux modifications de la loi, il a dit qu'ils « avaient trouvé un langage commun pour débattre de ces sujets avec nos amis, avec nos alliés ».

Il a aussi dépeint la critique d'Israël dans des corps internationaux tels que le Conseil des Droits de l'Homme de l'ONU comme un « guerre après la guerre » et préconisa que « nous les combattions en retour ».

Il a dit qu'il n'y aurait pas d'enquêtes de soldats israéliens simplement à cause de « dommages collatéraux » - euphémisme pour le meurtre de civils.

Conférence sur la « guérilla juridique »

La conférence a été organisée par Shurat HaDin, association d'avocats israéliens qui est au premier plan dans l'utilisation des tribunaux à travers le monde pour justifier les crimes de guerre israéliens et attaquer les associations de solidarité avec la Palestine.

En 2013, comme je l'ai relaté à l'époque pour l'Electronic Intifada, on m'avait révélé que l'association avait des liens très serrés avec l'appareil sécuritaire israélien, au point d'agir comme un groupe délégué pour le Mossad, l'agence meurtrière d'espionnage international d'Israël.



Nitsana Darshan-Leitner, directrice de Shurat HaDin, a présenté Yaalon à la conférence.

Pendant son discours, Yaalon s'est confondu en éloges reconnaissants pour Shurat HaDin et sa directrice Nitsana Darshan-Leitner. Il a remercié l'association « pour les activités de Shurat HaDin qui relève l'un des défis d'Israël aujourd'hui, la guérilla juridique, BDS, la délégitimisation de l'État d'Israël ».

Il a dit qu'Israël et ses supporters devraient se servir des tribunaux à travers le monde « pour les combattre en retour », voulant parler de ceux qui critiquent Israël, et c'est exactement ce que fait Shurat HaDin.

« Hasbara n'est pas le bon mot », a-t-il poursuivi dans la partie questions-réponses, « c'est une guerre... Chacun d'entre nous devient un combattant dans cette guerre. En échangeant, en bloquant, en disséminant des articles, en soulevant notre affaire. »

Hasbara (littéralement « explication » en Hébreu) est le mot israélien pour propagande.

Justifier les attaques israéliennes contre des civils fut le thème principal de la conférence. Orateur après orateur se sont succédé pour réinterpréter la législation internationale afin qu'elle puisse, soi-disant, autoriser le meurtre de Palestiniens et autres Arabes.

La justification passait par les bobards habituels sur l'utilisation supposée de « boucliers humains » par les factions

de la résistance palestinienne, qui aboutit inévitablement à la mort de civils palestiniens. En d'autres termes, Israël a été contraint de tuer des civils.

Yaalon a fait de même en disant que les quartiers civils qu'Israël avait bombardés abritaient des « caches de roquettes ».

Le New York Times disait mercredi que Yaalon allait probablement demeurer ministre de la Défense dans le nouveau gouvernement dirigé par le chef du Likoud Benjamin Netanyahu, en collaboration avec la Maison Juive et d'autres partis d'extrême droite.

Electronic Intifada a suivi toute la conférence par streaming en direct et en dira plus prochainement.

Traduction : J. Ch. pour l'Agence Média Palestine

<http://www.agencemediapalestine.fr/blog/2015/05/08/le-ministre-israelien-de-la-defense-promet-de-tuer-plus-de-civils-et-menace-dutiliser-larme-nucleaire-sur-liran/>

Le nouveau ministre israélien de la Justice, une candidate génocidaire

« Elles doivent mourir, et leurs maisons doivent être détruites de telle sorte qu'elles ne puissent plus abriter de terroristes. Elles sont toutes des ennemies, et leur sang devrait être sur nos mains. C'est aussi valable pour les mères des terroristes morts ».



Ayelet Shaked (députée du parti "Le Foyer Juif")

Le nouveau gouvernement israélien, le quatrième formé par Benjamin Netanyahu, est le plus droitier qui ait jamais gouverné Israël.

Un symbole éloquent de ce nouveau glissement vers l'extrême-extrême-droite (sans Avigdor Lieberman !) est l'attribution du portefeuille de la Justice et de la présidence de la Commission des lois de la Knesset (parlement israélien) au parti fasciste de Naftali Bennett, "Le Foyer Juif". Et, au sein de ce parti, celle qui hérite de ce portefeuille n'est pas n'importe qui : il s'agit de Ayelet Shaked, députée qui en juillet 2014, pendant que l'armée israélienne se livrait à un massacre aveugle de civils, avait lancé via Facebook un vibrant appel à l'extermination de toutes les

mères palestiniennes, et à vrai dire de la totalité de la population, vieillards et enfants compris.

C'est le 1er juillet, un jour avant qu'un jeune Palestinien de Jérusalem soit enlevé par des extrémistes sionistes et brûlé vif, que Ayelet Shaked avait proclamé que "la totalité du peuple palestinien est l'ennemi" et avait appelé à sa destruction "y compris les vieillards et les femmes, ses villes et ses villages, ses propriétés et ses infrastructures". En d'autres termes, un génocide accompagné d'une guerre d'anéantissement digne de "[l'opération Barbarossa](#)".

Cet appel au génocide des Palestiniens était extrait d'un article de l'ancien journaliste d'extrême-droite Uri Elitzur, devenu un des leaders du mouvement des colons, qui est devenu une force politique extrêmement puissante en Israël.

Ce "post" sur Facebook avait rapidement été "liké" et partagé un bon millier de fois avant d'être supprimé par Ayelet Shaked, mais pas assez vite pour qu'il ne soit pas préalablement [archivé](#). Des propagandistes sionistes ont par la suite tenté de faire croire que ce texte immonde n'a jamais existé, mais en vain : sur le web le crime laisse presque toujours des traces.

On pouvait donc lire sous la signature de la nouvelle ministre israélienne de la Justice (traduction via le site anglophone Mondoweiss) :

« Le peuple palestinien nous a déclaré la guerre, et nous devons y répondre par la guerre. Pas une opération, pas un mouvement lent, pas une action de bassa intensité, pas une escalade contrôlée, pas une destruction d'infrastructures terroristes, pas d'exécutions ciblées. Ca suffit, les références obliques. C'est la guerre. Les mots ont un sens. C'est la guerre. Pas une guerre contre la terreur, pas une guerre contre des extrémistes, pas même une guerre contre l'Autorité Palestinienne. Tout cela aussi ce sont des moyens de fuir la réalité. C'est une guerre entre deux peuples. Qui est l'ennemi ? Le peuple palestinien. Pourquoi ? Demandez-leur, c'est eux qui ont commencé.

Je ne sais pas pourquoi il est si difficile pour nous de définir la réalité avec les mots simples que le langage met à notre disposition. Pourquoi devons-nous inventer chaque semaine un nouveau nom pour la guerre, juste pour éviter d'appeler les choses par leur nom ? Qu'y a-t-il de si horrible au fait de comprendre que la totalité du peuple palestinien est l'ennemi ? Toute guerre met aux prises deux peuples, et dans toute guerre le peuple qui a déclenché les hostilités, ce peuple-là, est l'ennemi. Une déclaration de guerre n'est pas un crime de guerre. Y répondre par la guerre n'est certainement pas un crime. Pas plus que l'utilisation du mot "guerre", non plus qu'une désignation sans ambiguïté de l'ennemi.

Au contraire : la moralité de la guerre (oui, une telle chose existe) est basée sur l'hypothèse qu'il existe des guerres dans ce monde, et que la guerre n'est pas l'état normal des choses, et que dans les guerres l'ennemi est habituellement l'ensemble d'une population, y compris les vieillards et les femmes, ses cités et ses villages, ses propriétés et ses infrastructures. »

Il faut, à ce stade et puisque Ayelet Shaked insiste pour dire que "les mots ont un sens", évidemment rappeler qu'il n'y a jamais eu de "guerre" entre Israël et les Palestiniens. Pour qu'il y ait une guerre entre deux parties, il faut qu'entre elles existe sinon une égalité, du moins une commune mesure de forces. Entre Israël, dont l'armée est l'une des mieux pourvues en armements de dernière génération (en grande partie aux frais des contribuables des Etats-Unis) et les Palestiniens qui ne possèdent ni aviation, ni blindés, ni artillerie lourde, et dont les "missiles" sont pour une large partie bricolés avec des bouts de tuyau de récupération, il ne peut être question de guerre. Il y a

d'une part une force écrasante qui commet des massacres, et de l'autre une résistance qui essaie tout juste de ne pas disparaître et de maintenir un espoir d'avenir.

La nouvelle ministre, adepte donc du génocide des Palestiniens et de la guerre d'anéantissement total, poursuivait :

« Et la moralité de la guerre sait qu'il n'est pas possible de ne pas blesser des civils ennemis. Elle ne condamne pas la Royal Air Force britannique, qui a bombardé et totalement détruit la ville allemande de Dresde, ou les avions U.S. qui ont détruit les villes de Pologne et réduit la moitié de Budapest en ruines, villes dont les habitants n'avaient jamais fait quoi que ce soit contre l'Amérique, mais qui devaient être détruites pour gagner la guerre contre le démon. La morale de la guerre ne requiert pas que la Russie ait été traînée devant la Justice pour le bombardement et la destruction de villes et de faubourgs en Tchétchénie. Elle ne dénonce pas l'action des forces de maintien de la paix de l'ONU pour la mort de centaines de civils en Angola, pas plus que les forces de l'OTAN pour avoir bombardé le Belgrade de Milosevic, alors que la ville était habitée par un million de civils, vieillards, bébés, femmes et enfants.

La morale de la guerre admet comme correct dans son principe, et non seulement politiquement, ce que l'Amérique a fait en Afghanistan, y compris les bombardements massifs de zones densément peuplées, y compris la création de ce fait d'un flot de centaines de milliers de réfugiés fuyant les horreurs de la guerre, dont des milliers n'ont aucun foyer vers lequel ils puissent retourner un jour. »

Ici, on fera simplement remarquer à Ayelet Sheked - qui établit une sorte de catalogue de crimes de guerres passés pour en tirer comme leçon qu'ils justifient ceux du futur (elle oublie opportunément les bombardements nucléaires d'Hiroshima et Nagasaki) - qu'une des singularités des bombardements démentiels sur Gaza était que les populations civiles n'avaient aucune possibilité de fuir, puisque le territoire de 6 à 12 km de large, totalisant 360 km², est pratiquement hermétiquement bouclé par l'armée d'occupation depuis des années (et on ne voit pas comment 1,5 million de personnes pourraient fuir par quelques tunnels artisanaux, sans nulle part où aller que le territoire ennemi ou la mer où rôdent ses patrouilleurs qui tirent à vue...). Cette criminelle revendiquée poursuivait encore :

« Et, dans notre guerre, c'est encore sept fois plus correct, car les soldats ennemis se dissimulent parmi la population, et ne peuvent combattre que grâce au soutien de celle-ci. Derrière chaque terroriste il y a une douzaine d'hommes et de femmes sans le soutien de qui il ne pourrait mener à bien son activité terroriste. Les acteurs de cette guerre sont ceux qui font de l'incitation dans les mosquées, qui écrivent des pamphlets pour les écoles, qui fournissent des abris, qui procurent des véhicules et tous ceux qui les honorent de leurs dons leur soutien moral. Tous ceux-là sont des ennemis combattants, et leur sang retombera sur toutes leurs têtes. Maintenant, cela inclura les mères des martyrs, qui les expédient vers l'enfer avec des fleurs et des baisers. Elles devraient suivre leurs fils, rien ne serait plus juste. Elles le doivent, et les maisons dans lesquelles elles ont élevé ces serpents doivent être anéanties, sans quoi d'autres serpents encore y grandiront. »

On voit ici le procédé classique de l'animalisation de l'ennemi, dont l'humanité est ainsi niée, et dont la destruction en tant que nuisible est exemptée de toute culpabilité.

Inutile de préciser que Sheked est féroce opposée à tout accord de paix avec l'Autorité Palestinienne sur base des "frontières" de 1967, un tel accord ne pouvant selon elle être autre chose qu'un "suicide national" pour Israël.

Elle se situe donc dans le droit fil de la vision politique de Naftali Bennett, qui alors qu'il était ministre de l'économie en 2013, avait déclaré au journal Yediot Aharonot : "si vous attrapez des terroristes, vous devez simplement les tuer". Et au journaliste qui objectait que c'est illégal, Bennet avait rétorqué : "j'ai tué beaucoup d'Arabes sans ma vie. Je ne vois pas où est le problème" (voir [ICI](#)).

Voilà donc qui Netanyahu (qui d'ailleurs ne vaut évidemment pas mieux) porte au pouvoir avec son nouveau gouvernement (qui n'aura qu'une majorité d'une seule voix au parlement, ce qui va donner à chaque parlementaire une sorte de droit de veto sur à peu près tout).

Le prochain qui parle de "processus de paix" ou de "solution à deux Etats", que faire sinon lui coller une tarte à la crème sur la gueule ?

<http://www.pourlapalestine.be/index.php>